

**ALLOCUTION D'OUVERTURE**

**CONSULTATIONS POUR LA DOUZIÈME RECONSTITUTION  
DU FAD (FAD-XII)**

**Donald KABERUKA  
Président  
Banque africaine de développement**

**Le Cap, le 22 février 2010**

1. Permettez-moi de joindre ma voix à celle du ministre Pravin Gordhan pour vous souhaiter à tous la bienvenue au Cap et aux consultations relatives à la Douzième reconstitution du FAD – le FAD-12. J'aimerais exprimer mes profonds remerciements au gouvernement sud-africain et à la population de la cité historique du Cap pour leur chaleureuse hospitalité.
2. Je voudrais également saisir cette opportunité pour dire toute notre gratitude à Geoff Lamb, notre coordonnateur du FAD, pour le travail remarquable qu'il fait pour le Fonds. À nos distingués ministres – Mme. Marie-Therese Drabo-Keita, Mr. Augustine Ngafuan, and Mme. Syda Bbouba – représentant les pays membres du FAD, merci encore une fois de ne pas rechigner à la tâche et d'être ici aujourd'hui.
3. À l'occasion de notre réunion à Helsinki l'an dernier, la Banque a démontré sa capacité à fournir un appui de qualité aux pays FAD, conformément aux engagements pris au titre du FAD-11. Si le Fonds a été en mesure de le faire, c'est grâce à son aptitude à concentrer son action, à sa capacité croissante et à sa flexibilité permettant de s'adapter aux circonstances.
4. À partir de la Revue à mi-parcours, vous êtes convenus de démarrer assez tôt les consultations du FAD-12, de consolider et d'approfondir nos priorités stratégiques, tout en veillant à innover et apporter les affinements nécessaires.

5. En ces deux jours, la Direction va présenter des documents tentant de donner corps à cette orientation. Je vous remercie de vos réactions très constructives et du temps que vous avez passé à faire des observations sur les documents.
  
6. Nous avons, ensemble, tout au long des différents cycles antérieurs, accompli beaucoup sur le continent. Le Fonds a montré son ingéniosité, sa pertinence et sa place dans l'architecture de l'aide. Désormais, nous avons essentiellement trois défis à relever :
  - i. consolider les acquis et prévenir les dérapages ;
  - ii. préserver nos réalisations et nous en servir comme tremplin ;
  - iii. être prêt à tout moment à s'adapter aux chocs exogènes et au changement d'environnement.
  
7. Hier, le Comité des dix a procédé à une revue approfondie de la situation économique sur le continent. Il est arrivé à la conclusion que si une bonne partie de l'Afrique a échappé aux affres de la récession, les risques et incertitudes demeurent considérables. Quoique variables d'une région à l'autre, les effets des turbulences mondiales ont à ce jour mis à rude épreuve et risquent de compromettre notre effort à tous.
  
8. Mais, dans le même temps, force est de reconnaître que la majeure partie de l'Afrique a fait montre d'une résilience remarquable. Les programmes de réforme et les politiques économiques mis en place par nombre de pays africains au

cours de la dernière décennie ont atténué les vulnérabilités antérieures à la récession, ce qui s'est traduit par cette surprenante résilience.

9. L'on est en droit de conclure que le Fonds a contribué à cette résilience. En outre, en avançant son concours, le Fonds et ses partenaires ont fourni des moyens supplémentaires qui ont permis de résister aux chocs extérieurs. Nous sommes fiers du rôle que le FAD a joué à ce moment critique, tout en évitant un dérapage stratégique.
10. À présent que l'économie mondiale donne des frémissements de reprise, la tentation – fort compréhensible du reste – est de faire cavalier seul. Mais vous conviendrez sans doute avec moi que prévenir les dérapages, et consolider les acquis auxquels le Fonds africain de développement a tant contribué est un devoir auquel nous ne pouvons nous dérober.
11. Notre objectif doit être de voir les pays FAD progresser sensiblement sur la voie de la création de richesses pour s'affranchir, à l'instar du Cap-Vert, de la dépendance à l'égard de l'aide. Il faut pour cela agir sur les sources de croissance, et les moteurs de croissance tels que les centres d'intérêt de nos interventions. La Banque a présenté une proposition – à mes yeux crédibles – sur la manière dont elle compte s'y prendre pour y arriver :

- i. Notre réserve pour la période du FAD-12 compte déjà 336 projets nationaux et multinationaux, évalués à 12,35 milliards d'UC (18 milliards de dollars). Cette demande est à mettre principalement sur le compte du déficit d'infrastructure, énergétique en particulier, des besoins d'intégration régionale et de l'investissement dans l'adaptation au changement climatique. Autant de priorités du FAD-11 et du FAD-12.
  
  - ii. Beaucoup a été dit à propos de la capacité de notre institution, sur laquelle il y aura toujours à faire. Néanmoins, les représentants des PMR ici présents le confirmeront, la BAD devient un bailleur de fonds et un partenaire de choix en période normale comme en temps de crise. Notre sélectivité et notre concentration nous ont permis d'approfondir notre compréhension des secteurs et pays où nous intervenons et nous sommes de plus en plus en mesure de produire des résultats avec chaque dollar investi.
12. À ces discussions, vous attendez de nous de montrer comment nous entendons consolider, affiner et innover, tout en tirant des enseignements du passé, dans des domaines tels que l'intégration économique, les opérations en faveur de réformes et l'appui aux Etats fragiles, ainsi que ce que nous comptons faire dans le domaine du changement climatique.

13. Par ailleurs, nous sommes censés énoncer clairement notre cadre de ressources et le niveau de nos ambitions. C'est ce que tentent de faire les documents présentés. La Direction va donner les précisions requises, mais permettez-moi de faire quelques réflexions sur certains aspects :

- i. Intégration économique régionale. Les actionnaires de la Banque, les donateurs du Fonds et les populations de l'Afrique attendent de la Banque qu'elle serve de chef de file pour l'intégration économique du continent. L'intégration régionale offre le levier requis pour le développement du secteur privé et la diversification économique.

C'est un domaine qui bénéficie du soutien total des pays africains. Pas plus tard qu'hier, les ministres et gouverneurs du Comité des dix ministres des Finances et gouverneurs de banques centrales ont été unanimes à reconnaître le rôle essentiel revenant à l'intégration économique régionale si l'Afrique doit connaître une croissance soutenue. Nous avons effectivement entendu de la BEAC que dans des zones comme l'Afrique de l'Ouest francophone, l'unité était source de résilience.

Il me plaît de faire observer que la Banque est en passe de devenir le premier bailleur de fonds de l'intégration régionale en Afrique. Depuis le début de la décennie, nous y avons investi près de 9 milliards de dollars.

Nous avons pleinement conscience que les opérations régionales sont plus complexes et comportent des coûts de transaction plus élevés en rapport avec la préparation, la coordination et un suivi étroit. C'est inévitable pour des opérations englobant plusieurs pays, en particulier avec des CER aux capacités inégales. Nous apprendrons par l'action et, à cet égard, il importe de noter les progrès accomplis en matière d'exécution depuis le FAD-10.

Dans tous les cas, nous n'avons pas le choix ; l'intégration régionale est fondamentale pour assurer la convergence de l'Afrique avec le reste du monde et faciliter la croissance sur le continent. Nous devons apprendre à mieux faire tout en faisant davantage – en partenariat avec d'autres, mais c'est sur les épaules de la Banque que repose cette responsabilité historique.

- ii. À présent, j'aimerais en dire autant des États fragiles. La Banque africaine de développement se doit d'être utile à tous ses pays membres régionaux (PMR), y compris les États fragiles. Il s'agit là de pays qui ont besoin de notre expertise et de notre soutien. Nous devons maintenir vivante la flamme de la vision et de l'ambition qui animaient les plénipotentiaires lorsqu'ils ont pris cette initiative.

Nous devons utiliser tous les instruments disponibles pour répondre aux besoins de ces États, y compris les opérations à l'appui budgétaire, en adaptant bien entendu notre réponse au gré des circonstances.

Le risque d'intervention dans ces pays est élevé, mais plus élevé encore est le rendement obtenu ou le coût de l'échec. Nous devons dès lors continuer de chercher, toujours et en tout temps, les voies et moyens d'atténuer le risque lié aux interventions dans ces États fragiles.

Nous avons parmi nous aujourd'hui deux représentants d'États fragiles – le Liberia et la RDC – qui sont en mesure de partager avec vous nos expériences et nos réalisations communes et vous dire le type d'appui qu'ils attendent de nous au titre du FAD-12.

Au titre du FAD-12, la Banque continuera d'aider ces pays à remettre sur pied leurs institutions chancelantes, réhabiliter l'infrastructure, renforcer leurs capacités et apurer leurs arriérés, en veillant à adapter nos interventions à la situation de chaque pays et en tenant compte des enseignements tirés du FAD-11.

Nous nous attelons à renforcer nos outils de mesure des résultats, la qualité des opérations à l'entrée, le cadre de gestion du portefeuille et l'engagement au niveau des pays.

- iii. Les appuis budgétaires représentent un volet important de notre panoplie d'instruments. Il s'agit là, je dois le reconnaître, d'un domaine où les avis sont partagés. Mais la Banque africaine a aujourd'hui une très bonne expérience qui nous permet de maximiser les effets bénéfiques. Comme nombre d'entre vous me l'ont confié, notre capacité à prendre une part active à l'harmonisation, à l'agenda de Paris et au plan d'action d'Accra est en grande partie fonction de ce que nous ferons à cet égard.

La Direction veillera à consolider les domaines où nous avons indiqué que des améliorations s'imposaient, comme le cadre de gestion du risque fiduciaire, et j'attends avec intérêt au cours des discussions votre point de vue en la matière.

- iv. Changement climatique. Pour l'Afrique, l'environnement et le développement sont inextricablement liés.

L'Afrique fait face à un gros déficit énergétique, dont les conséquences touchent non seulement la croissance économique, mais également la santé et l'éducation.

Nous avons aujourd'hui la possibilité de suivre une nouvelle voie de développement marquée par un plus faible volume de carbone. Cependant, de tels projets nécessiteront, sans aucun doute, des moyens financiers supplémentaires considérables.

Comme vous le savez, le Premier ministre Meles Zenawi, parlant au nom des pays africains à Copenhague, a indiqué qu'une part substantielle de ces ressources additionnelles devrait être acheminée par le canal de la Banque africaine de développement. Le Comité des dix a exprimé un point de vue similaire lors de sa réunion d'hier.

14. Dans les mois à venir, vos gouvernements auront à choisir entre plusieurs options de financement du développement. Ils seront certainement appelés à évaluer les avantages comparatifs des différents canaux et institutions.
15. À cet égard, j'ai l'espoir que les progrès accomplis par le Fonds ces dernières années, ainsi que la capacité croissante de la Banque, dans son ensemble, à se surpasser et à intervenir à des niveaux plus élevés que prévu initialement, vous ont déjà donné la preuve que nous ferons une bonne utilisation des ressources promises.
16. En cette période où la Banque est également engagée dans une AGC et une reconstitution des ressources du FAD, la complémentarité de ces deux guichets est plus nécessaire que jamais. Mes collaborateurs exposeront en détail le rôle que le guichet de la Banque jouera dans les pays FAD et dans la dotation globale de l'institution en ressources.

17. Aussi voudrais-je vous assurer de notre engagement à voir la Banque augmenter sa contribution sur le revenu net et sa part dans les dépenses administratives.
18. Pour terminer, je voudrais vous exprimer mes vifs remerciements, ainsi qu'à vos gouvernements, pour votre engagement en faveur de notre cause commune.
19. Permettez-moi également de remercier les membres du Conseil d'administration, la Haute direction et le personnel de la Banque qui ont travaillé sans relâche pour produire les excellents documents de travail de notre réunion. Je fonde beaucoup d'espoir sur nos discussions d'aujourd'hui et de demain.